



EDITORIAL

Se donner les moyens

Le Ministère de la Production, de l'Environnement, de l'Énergie, de l'Industrie et de l'Artisanat a lancé son plan d'action opérationnel après avoir dressé son bilan de l'année écoulée et tenu un atelier de validation de son plan d'action pour 2014.

Les différents départements composant le ministère ont chacun exposé leurs objectifs et les moyens qu'ils comptent mettre en œuvre pour les atteindre.

Un certain nombre d'obstacles ont été relevés notamment l'absence de ressources humaines devant permettre d'atteindre ces objectifs.

Si beaucoup de stagiaires peuplent les différents services, ces derniers souhaiteraient avoir un statut leur permettant de percevoir un salaire dans la mesure où pour certains cela fait un bout de temps qu'ils officient dans les services.

Le ministre tout en reconnaissant que cette situation n'est pas spécifique à notre ministère, a pris l'engagement de faire du lobbying auprès du gouvernement, pour le recrutement des agents, un processus qui encourage la matérialisation des activités en cours mais qui répond aussi au souci du gouvernement de lutter contre le chômage des jeunes dans le pays.

Le MPEEIA constitue un ministère transversal, dans la mesure où son champ d'action conditionne la vie de tous les jours de nos concitoyens. Pour cela, il lui faut avoir les moyens de sa politique.

La rédaction

2014

Poursuivre les efforts



Le chef de l'Etat au Séminaire gouvernemental

«Je n'oublie pas non plus, que la priorité du Gouvernement, comme je l'ai dit en juin dernier, pour 2014, doit demeurer la jeunesse.»

PLAN D'ACTION 2014

Opérationnaliser les actions pour atteindre les objectifs !

Lire pages 4 et 5



Inauguration de la route Mdé-Cefader

«Toutes les institutions doivent désormais payer la facture d'électricité»

Extraits d'un entretien à La Gazette et HZK-Presse au siège d'EDA du ministre de la Production Abdou Nassur Madi, ministre en charge de l'Energie.

Question : Vous-êtes critiqué ces derniers jours, sur le dossier de la mauvaise gestion des sociétés d'Etat en charge de l'énergie, que répondez-vous ?

Abdou Nassur : je suis effectivement à Anjouan pour cette question que vous qualifiez de larmoyante. Depuis le 26 mai 2011, date à laquelle le Dr Ikililou Dhoinine est investi président de la république, il s'est tracé une piste pour le développement du pays. Pour les trois premières années, la régularité des salaires des fonctionnaires qui continue à s'afficher dans l'écran de notre radar comme objectif primordial. Donc pour les années 2013-2014, c'est l'énergie qui est restée la première priorité de l'Etat et nous travaillons d'arrache-pied pour en finir avec ce calvaire qui ronge l'économie du pays. Et nous attaquons le mal par ses racines en privilégiant l'énergie renouvelable. Nous sommes convaincus que parler du développement sans énergie c'est utopie.

Suite Page 7

Arrivée du Mr Johan MENDEZ, un Expert international en gestion de risque de la COI

Le 20 janvier 2014 Johan un Expert international en gestion de risques de la COI venu aux Comores pour appuyer l'Expert National Abdillahi Maoulida Mohamed en gestion de risque et son équipe de collecteurs, dans la finalisation de la mise en place d'une base de données nationale pour

la gestion des risques et catastrophes climatiques et naturels appelés « DesInventar ».

Sa mission consistait à former des agents de la Direction Générale de l'Environnement et des Forêts (DGEF) et de la Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSC).

Cette activité entre dans le cadre de la réalisation des activités de la Plateforme « Mécanisme du transfert du risque » ou KR.2.2 du projet Islands, de la COI, et du plan d'Action 2014 de la MPEEIA en visant le renforcement de capacité des agents nationaux.



Equipe Système d'Information Géographique (SIG)

Crée le 21 avril 2007 au sein du MPEEIA le Centre d'Information et d'Aide à la Prise de Décision se doit de répondre aux besoins exprimés par les différents programmes d'action nationaux. Mettre en place les outils modernes lui permettant d'élaborer les schémas d'action en fonction des besoins exprimés par

les programmes. Apporter une plus grande visibilité et une meilleure gestion de leurs résultats. Créer les meilleures conditions pour un développement du potentiel scientifique en vue de renforcer le développement durable.

Le Centre gère :
- Un Système d'Information Géographique et

Environnementale(SIG)
- Un Système d'Information Documentaire
- Une base de métadonnées ainsi que
- Les différents centres d'échange d'informations (CHM-BCIVP-NUE.)

Le Département assure les différentes étapes qui nécessiteront un trai-

tement de l'information à savoir : la collecte, l'archivage, l'analyse, la mise à jour et la diffusion des données. A l'heure actuelle le Centre utilise de contractuels et de stagiaires en attente de leur régularisation et de ce fait requiert une prise en main de cet important outil d'aide à la prise de décision.



Le Centre SIG

Rapport national sur les OMD en 2013

Le rapport national sur les OMD en 2013 fait état des faibles performances de l'économie comorienne dont la croissance rend très difficile la lutte que mène le pays contre la pauvreté et la vulnérabilité et pour la sauvegarde de l'environnement.

Le vice-président Nouridine Bourhane a présidé la cérémonie de lancement du rapport annuel de 2013 sur les Objectifs du Millénaire pour les développements (OMD). Selon les divers intervenants, à une dizaine de mois avant la date

convenue pour la réalisation des OMD, en décembre 2015, le bilan est « à la fois mitigé et prometteur ». Selon lui, le rapport national 2013 révèle des



progrès importants dans les domaines sociaux, notamment l'éducation et la santé. « Le taux de mortalité infantile juvénile et maternelle est en bais-

se. Au niveau de l'éducation, le taux de scolarisation a progressé », a-t-il énoncé.

Sur les 8 objectifs, des progrès ont été réalisés à l'exception des objectifs

1 et 7 qui concernent l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim et celui lié à l'environnement durable. Le vice-président a regretté « un

niveau inquiétant, du chômage, de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et des agressions multiples contre l'environnement naturel ».

Lancé en novembre 2013, sous financement du Japon, ce projet a pour objet de promouvoir la croissance économique et la réduction de la pauvreté aux Comores. Le projet d'une durée de quatre ans va intervenir sur quatorze sites dans l'ensemble du pays la première année. Dans le cadre de la

mise en place d'infrastructures légères aux communautés, des séchoirs pour faciliter le séchage des produits halieutiques (poissons, pieuvres, crevettes,...), un prototype de séchoir amélioré vient d'être mis en place et attend l'approbation des experts pour sa multiplication dans les villages.



Le prototype exposé à la Direction Générale des Ressources Halieutiques

Lancement officiel du Plan d'action du Ministère de la Production

Passer aux actes !

Le ministre de la Production, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Industrie et de l'Artisanat Abdou Nassur Madi, a procédé à l'Ex-Cefader de Mdé au lancement du Plan d'action du Ministère de la Production pour cette année 2014.

C'est devant un parterre de responsables de divers départements ainsi que des techniciens que s'est tenue cette cérémonie.

Avant à cette phase, le responsable du suivi-évaluation M. Idaroussi Hamadi a présenté aux participants une programmation succincte du Plan d'Action 2014 et un organigramme opérationnel devant permettre aux différents départements de mieux articuler leurs forces en vue des objectifs assignés.

Le secrétaire général M. Mohamed Ali Soilih a quant à lui, fait circuler une note qui présente le contexte dans lequel s'articule ce plan d'action, et qui permet dans un contexte changeant de réglementations de permettre aux agents de

garder une certaine stabilité dans la réalisation de leurs activités.

Après cela, les chefs des départements ont présenté chacun, en quelques minutes les difficultés rencontrées au cours de l'année écoulée et les suggestions que chacun préconise en vue d'améliorer les choses. Certains directeurs ont demandé de mieux clarifier les mandants des uns et des autres pour faire jouer les synergies.

L'absence de moyens a été évoquée par certains pour justifier des activités non réalisées. D'autres ont parlé d'absence d'autonomie dans leur département, la liant entre autres, à des problèmes de financement.

Au problème de manque des effectifs est venu se greffer la question du nombre élevé de stagiaires dans le débat. Il semble que les choses doivent bouger dans le sens d'une solution cette année.

Lors de son message de lancement, le ministre a dit prendre acte des doléances et estime cependant que malgré les

efforts fournis l'année 2013 n'a pas été très positive en matière d'activités réalisées. Il a donc souhaité un plus grand engagement pour cette année.

En définitive, l'exercice qui a eu lieu, aura permis aux uns et aux autres d'avoir une vision un peu plus claire du chemin à parcourir pour cette année 2014. En appelant son personnel à passer aux actes pour que le ministère soit le « ministère de la vie », Abdou Nassur Madi vient de lancer un challenge: Passer aux actes !



Lancement officiel de l'année internationale des petits Etats insulaires en développement (PEID)

L'année internationale des petits Etats insulaires en développement (PEID) est officiellement lancée le 24 février 2014 par le Secrétaire Général des Nations Unies à New York. Cette célébration a été décidée par la Résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies adoptée en 2012, demandant à toutes les parties de promouvoir des actions à tous les niveaux pour l'achèvement du développement durable des PEID. Les événements qui l'accom-

pagneront visent à attirer l'attention sur les défis spécifiques rencontrés par les petits Etats insulaires dans la recherche du développement durable, et à mettre en valeur leurs réalisations et leurs acquis ainsi que leur patrimoine culturel et écologique.

Par ailleurs, la troisième conférence internationale sur les PEID qui se tiendra du 1er au 4 septembre 2014 à Apia, Samoa, constituera un événement essentiel cette année. Elle aura comme thème « Pour un développement durable des PEID fondé sur des

partenariats véritables et durables ». L'année internationale et la troisième conférence internationale sur les PEID permettront de focaliser l'attention du monde entier sur les problèmes et les défis spécifiques rencontrés par les petits Etats insulaires en développement.

En effet, les PEID sont particulièrement vulnérables et ont une faible capacité de résistance du fait de leur surexposition aux chocs extérieurs, leur sensibilité au changement climatique et aux catastrophes naturelles, l'impact sur leur biodiversité, leur dépendance aux ressources naturelles et marines, les niveaux croissants d'insécurité alimentaire, les problèmes sociaux et de sécurité, les défauts d'accès à l'énergie.



Processus d'actualisation de la Politique Agricole et Formulation de la Stratégie à court et moyen terme de l'Union des Comores

Atelier de présentation des résultats / Validation technique

Le mardi 25 février 2014 s'est tenu à la salle de conférence du MPEEIA, un atelier national de validation technique sur l'actualisation de la Politique Agricole et la Stratégie des Comores. Lors de sa prochaine parution, Mavuna reviendra de long en large sur cette importante rencontre pour vous situer les orientations stratégiques issues de cette réunion tenue avec l'appui de l'Union Européenne.



Comité de rédaction
MAVUNA
 H. Abdérémane
 Ahmed Youssouf
 Mohamed Abdoulouf
Photos
 H. Abdérémane
 Ahamada Avouka
 Crédits Alwatwan
Réalisation :
Cellule Communication
MPEEIA
 Email
 vpmavuna@gmail.com

LES ACTIVITES PHARES AU NIVEAU DES SECTEURS

Renforcement institutionnel du Ministère

Réhabilitation de l'Ecole Nationale d'Agriculture de Mohéli (ENAM).
 -Mise en place de la Chambre d'Agriculture et de Pêche
 -Actualisation de la stratégie et politique agricole
 -Contribution à l'élaboration du SCA2D.



Agriculture

-Relance de la filière d'exportation.
 -Développement de l'arboriculture fruitière.
 -Développement de la chaîne de valeurs.
 -Réalisation des campagnes de sensibilisation, d'information et de formation au bénéfice des femmes rurales.



Elevage

-Réalisation d'une campagne de vaccination contre la Peste des Petits Ruminants (PPR).
 -Mise en place de fermes pilotes de production laitière.
 -Programme d'insémination artificielle.



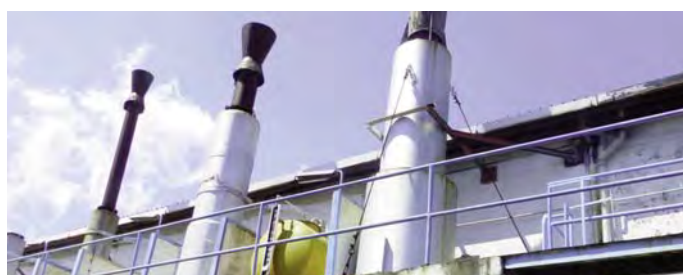
Pêche

-Développement de la Pêche semi-industrielle (Centre national des Pêches)
 -Formation de marins pêcheurs et de vulgarisateurs
 -Développement de l'aquaculture ou pisciculture
 -Construction d'un port de pêche.
 -Renforcement du système de contrôle de la ZEE.
 -Opérationnalisation du Centre national des pêches.



Energie et ressources minières

-Mise au point d'un système d'information énergétique.
 -Restructuration de la Mawmé.
 -Installation des 8 groupes chinois.
 -Exécution du projet pilote d'installation de 6 micro-réseau solaire à Mohéli.
 -Construction de la Centrale au fioul lourd.
 -Poursuite des explorations du potentiel géothermique.
 -Remise en état du parc de production et révision des groupes.



LES ACTIVITES PHARES AU NIVEAU DES SECTEURS

« La croissance de 10 % dans le secteur agricole ou de 25% dans celui de la pêche, en 2013, démontrent sans conteste la justesse des politiques menées dans ce secteur ou pourtant beaucoup de choses restent à faire. Il en est de même dans le domaine de l'énergie, autre secteur de ce vaste ministère clé, qui a permis aux Comores d'augmenter de 60% la puissance électrique disponible cette année.

De multiples projets, pour 2014, renforceront l'action de l'Etat dans le domaine et je ne veux en citer que trois : les efforts déployés pour assurer une réelle diversification de nos sources d'énergie, la construction du village artisanal et l'élaboration

d'une stratégie nationale pour le développement de l'industrie. Ces trois actions démontrent l'attachement du Gouvernement à mener des actions pérennes sur lesquelles des politiques publiques peuvent être bâties pour assurer aux Comores les moyens du développement.»

(Extrait de la synthèse du SGG après la tenue du Séminaire gouvernementale)



Environnement

- Poursuite du processus de création d'un réseau d'aires protégées
- Poursuite du processus d'actualisation du cadre de planification de la biodiversité
- Renforcement des actions de protection et gestion durable des zones côtières
- Mise en œuvre de programmes d'adaptation au CC.
- Mise en œuvre du projet de gestion des eaux usées;
- Elaboration et exécution d'un projet de gestion des déchets ménagers, hospitaliers.
- Elaboration de la stratégie nationale de développement durable.



Plateau de la Grille

Recherche

- Renforcement du laboratoire de multiplication de vitro plants.
- Renforcement du laboratoire de phytopathologie
- et vétérinaire.
- Redynamisation du labo de contrôle qualité.
- Réhabilitation du laboratoire de biologie marine.



Labos de l'Inrape



Bac déchets dans un quartier

Eau

- Réalisation du cadre institutionnel de l'eau et programme d'adduction d'eau potable à l'horizon 2030
- Elaboration d'un plan d'investissement pour la période 2012-2016.
- Amélioration de la qualité et de la gestion de l'eau
- Alimentation en eau des villages en hauteur.
- Programme d'adduction d'eau par les projets.



Industrie et Artisanat

- Finalisation de la base de données et de la typologie industrielle.
- Mise en place du conseil national de normalisation.
- Poursuite de l'opérationnalisation de l'office comorien de la propriété intellectuelle.
- Construction d'un village artisanal en grande Comores.



Panneau à l'entrée du Centre national des pêches à Voidju

L'irrigation goutte à goutte comme outil d'adaptation aux changements climatiques

Dans le cadre de ses activités, le projet « Adaptation à la gestion des Ressources en Eau aux Changements Climatiques en Union des Comores » (ACCE), prévoit de doter 330 exploitants agricoles des trois îles de Kits d'irrigation goutte à goutte de 200m². Il s'agit de promouvoir une technique efficace d'irrigation basée sur l'optimisation des doses et des ressources en eau souvent mobilisées difficilement. Le choix des kits d'irrigation goutte à goutte relève d'une stratégie visant à fournir des moyens souples et facilement appropriables par les paysans pour une meilleure adaptation aux changements climatiques.

Cette appropriation ne saurait être possible sans une formation

de base solide et un accompagnement de la part de techniciens rompus à la tâche. C'est pour répondre à ce souci que trois techniciens du projet ACCE et de la direction nationale des stratégies agricoles ont effectué une mission de formation à Madagascar du 19 au 24 octobre.

C'est ainsi que dans une dynamique de continuité ils ont à leur tour initié d'identifier et de former 30 paysans formateurs qui seront chargés d'aider leurs pairs à installer et entretenir leur kits d'irrigation. Cette formation s'est déroulée les 15, 16 et 18 janvier 2014 à Diboïni et a vu la présence effective de l'ensemble des 30 paysans sélectionnés. Elle a été conduite de manière interactive et participative avec une

combinaison de séances théoriques et pratiques. Un support



multimédia (film d'installation) traduit en shikomori a servi de base aux séances théoriques. Notons que c'est la première fois qu'un projet introduit la technique du goutte à goutte à une telle échelle aux Comores.

Projet ACCE



Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM)

Atelier national de lancement et de planification du Projet SAICM

A sa première session, tenue à Dubaï (Emirats arabes unies), du 4 au 6 février 2006, la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques a adopté l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) comprenant la déclaration de Dubaï sur la gestion internationale des produits chimiques, la stratégie politique globale et le Plan d'action mondiale. La SAICM est un cadre de politique générale pour l'action internationale visant à promouvoir la

gestion rationnelle des produits chimiques. Dans le cadre de la mise en œuvre de la SAICM, les Comores ont bénéficié du Fond d'Affectation spécial du Programme de démarrage rapide de SAICM (QSP TF) le financement d'un premier projet : Actualisation d'un Profil national sur la gestion des produits chimiques, élaboration d'une Evaluation nationale des capacités pour SAICM et organisation d'un Atelier national de définition des priorités nationales pour

SAICM aux Comores » que notre pays a développé de 2008 à 2010

Le Fond d'Affectation spécial offre un soutien à des activités habilitantes pour la mise en œuvre de la SAICM, notamment le développement des profils nationaux, l'identification des besoins pour le renforcement des capacités, le renforcement de la coordination et la participation du public. Il sert aussi à : -Renforcer la coordination nationale, la sensibilisation et l'échange d'information afin d'assurer



un dialogue continu sur la sécurité chimique en impliquant l'ensemble des parties impliquées, Du 7 au 9 janvier 2014 a eu lieu aux Comores l'Atelier national de lancement et de planification du Projet SAICM.

Projet Kafaci : Bientôt opérationnel

Le projet Kafaci de la coopération sud-coréenne est en train de construire un local pour l'aviculture à Mohéli plus précisément à Fomboni. La capacité de production est de 3500 poussins avec trois incubateurs qui sont déjà sur place. Cette production de poussins sera proportionnelle aux besoins des éleveurs. Les procédures sont en cours pour le recrutement d'une société à même de s'occuper de la provende, des œufs à incuber et des produits vétérinaires.



Visite du chef de l'Etat au Parc Marin de Mohéli, le 22 février 2014

A cet effet, il a déclaré que : «Malgré sa dénomination qui indique juste son emplacement géographique, le Parc marin de Mwali est une aire protégée nationale et non une institution insulaire et encore moins villa-

geoise». Le chef de l'Etat a exprimé «sa volonté d'accompagner le processus conduisant à un renouveau du

Pmm» et félicité «les associations de défense de l'environnement luttant quotidiennement pour sa survie».



Plan de surveillance régional de la pêche « Un moyen pour lutter contre la pêche illicite »

L'Union des Comores vient de signer un protocole d'accord sur un plan de surveillance de la pêche au sein de l'Océan Indien. Ce plan est ratifié par les Etats membres de la Commission de l'Océan Indien et il aura pour but de lutter contre la pêche illicite.

Après Madagascar, Maurice, Seychelles, les Comores viennent de ratifier à son tour le protocole pour la création d'un système régional de suivi des activités de pêche et la confidentialité des échanges de données. Cette convention cadre a été signée le 24 Janvier 2007 entre la Commission de l'Océan Indien (COI) et la Direction Générale chargé de pêche de l'Union Européenne. La COI avec l'aide d'un coordinateur régional a mis en place le Système d'Information Géo-maritime (SIGMA).

« Ce travail nous a pris trois longues années pour l'accomplir et il aura pour but de lutter contre la pêche illégale dans la région », lance Xavier Nicolas, le coordinateur régional. La convention aura pour objectif de fournir aux Etats membres une vision en temps réelle de l'activité des navires de pêche dans l'ensemble de la zone de coopération, faciliter les opérations de gestion, de suivi, de contrôle et de surveillance des pêches par une meilleure anticipation des déplacements des navires de pêche et un meilleur ciblage des contrôles particulièrement sur les navires fréquentant peu les ports de la région, mieux lutter contre la pêche illégale et accroître la sécurité générale en mer dans un contexte de risque de piraterie dans l'Océan Indien. Le SIGMA est un dispositif de suivi de la position des navires de pêche reposant sur une balise

embarquée qui émet par satellite des données de position et de déplacement des navires à l'Etat côtier et à l'Etat du pavillon. « C'est un outil important pour nous car il va permettre de connaître les mouvements des bateaux opérant dans la région mais aussi lutter contre la pêche illégale », déclare Mohamed Halifa, le Délégué à la produc-

tion en charge de la pêche. Il faut que chaque pays membres ait une liaison sécurisée des données, une restriction de l'accès, la confidentialité, un partage immédiat des données et la réciprocité. Cette convention vient à point nommé lorsqu'on sait que prochainement l'Union des Comores va lancer sa flotte industrielle.



A droite le délégué à l'Agriculture et à la Pêche Mohamed Halifa

Interview du Ministre

« Toutes les institutions doivent désormais payer la facture d'électricité »

Suite de la page 6

Question : quelle serait votre politique sur cet axe d'énergie renouvelable ?

Abdou Nassur : nous étions et nous sommes entrain d'élaborer des structures visant le développement du secteur, pour enfin encourager le développement du secteur privé. Nous sommes déterminés ainsi que le président de la république. J'en cite : un projet évalué à 60 millions de dollars est ficelé et le Prince Saoudien, nous a accordé un financement pour répondre à ce besoin qui urge. Là-dessus, on va mettre les bouchées doubles sur la géothermie, et je tiens à rassurer la population qu'avec cette

nouvelle énergie, la plaie de l'énergie qui reste inguérissable aux Comores, ne laissera même pas une cicatrice. La BAD alloue à son tour, un montant de 20,4 millions de dollars pour réhabiliter, l'existant dans les centrales hydrauliques d'Anjouan et Mohéli et faire toutes les révisions nécessaires aux centrales (Mamwé-EDA). Je peux promettre que les Mégawatt qui seront produits nous donnerons une possibilité de revendre de l'énergie à nos voisins de la région.

Question : la population vit depuis dans l'extrême souffrance dans l'Ile d'Anjouan et vous accuse de manquer de volonté sur la question des groupes offerts par la république populaire de Chine, puisque Moroni et Mohéli ont démarré les leurs et Anjouan non...

Abdou Nassur : je fais un démenti officiel, personnellement je partage la douleur des Comoriens sur ce calvaire de l'électricité. Les Comores n'ont pas la responsabilité à l'installation de ces gros générateurs pour pallier et minimiser la crise. Nous sommes préoccupés et tou-

chés. A tant que premier responsable, j'ai touché l'ambassadeur de Chine (pays ami) Il a évoqué une raison technique, mais les démarches sont en cours. Nous espérons voir bientôt le bout de tunnel.

Question : Entre Novembre et décembre dernier, Nohan Energy Corporation, un bureau d'étude de New Delhi (Inde) était à Anjouan pour des études de l'énergie hydraulique, le rapport est remis à EDA, sur ce, on demande 18 milliards. Où en est-on ?

Abdou Nassur : Bonne question. C'est tout à fait vrai. J'informe la population que c'est une initiative du gouvernement. Pour ainsi faire la lumière sur

cette question, je dirai simplement que ce projet est en bonne voie. Nous sommes à la recherche du financement. Et à titre d'information, je rassure qu'il y a 41 millions de dollars pour une centrale au fioul lourd à Moroni. Les autres Iles doivent bénéficier, nous sommes en sommes préoccupés. On est sur une piste d'un crédit de 35 millions de dollars avec l'Inde et les négociations laissent un espoir. **Question :** Mesures préventive... **A.N :** depuis aujourd'hui toutes les institutions doivent payer l'électricité, il n'y a pas une question de prise en charge, on paie cache, car, le carburant restera toujours à 400 fc le litre.

Propos recueillis par Nabil Jaffar



Extraits saillants des Vœux à la Nation de Son Excellence Dr IKILILOU Dhoinine Président de la République, à l'occasion du nouvel an 2014

Beit-Salam le 31 décembre 2013

Mes Chers Compatriotes.
L'année 2013 s'achève dans quelques heures et l'année 2014, s'annonce, porteuse d'espérance pour notre pays.
L'année 2013 n'a pas été une année facile en raison de la crise économique mondiale, avec ses conséquences directes sur nos économies, largement tributaires des celles des grands pays du Nord, notamment ceux de l'Union Européenne.
Dans ces conditions, l'année 2013 ne pouvait que rester une année difficile pour les Comores. Néanmoins, et malgré cette conjoncture, notre pays, l'Union des Comores, a su maintenir une stabilité dans son développement et a réussi à remplir ses engagements vis-à-vis de ses partenaires multilatéraux, notamment les institutions financières et monétaires internationales : la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International.
C'est ainsi que grâce aux sacrifices et aux efforts de tous les comoriens, notre pays a remporté une grande victoire, en accédant au point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés.
C'est ainsi que l'effort pour une bonne gouvernance a permis à notre pays, de passer avec succès, la 6ème et dernière revue du programme IPPTE.
Ainsi, durant l'année écoulée, le Gouvernement que je dirige, tout en assurant la régularité du paiement des salaires des fonctionnaires, grâce à une amélioration sensible des mécanismes de collecte de l'impôt, et en réalisant des progrès substantiels en matière de réformes structurelles, a continué la mise en œuvre de son programme d'ajustement économique et financier, dans le respect des critères financiers et des objectifs du programme.

Grace à l'ensemble de ces mécanismes et à d'autres mesures, nous avons pu contenir l'inflation et enregistrer une croissance économique de l'ordre de 3%, tandis que le budget de l'Etat se clôturait par un excédent.
Certes également, des transferts extérieurs annoncés, ne se sont pas matérialisés. Toutefois, des projets d'investissement ont pu être financés sur des ressources intérieures.
Aujourd'hui, le retour effectif des institutions financières partenaires de notre pays se confirme, notamment avec la BAD qui, après les facilités et les aides qu'il a de nouveau accordés à notre pays, consent à investir, largement, dans les secteurs de l'eau et de l'électricité.
Pour sa part, l'Etat, a continué à un rythme soutenu, tout au long de l'année qui s'achève, à investir dans les infrastructures de base de notre pays, notamment dans les domaines routiers, dans l'éducation et la santé.
En effet, la normalisation de notre vie politique, qui a mis fin aux années de crises politiques et institutionnelles de la dernière décennie, les deux alternances pacifiques et exemplaires de 2006 et 2011, au Sommet de l'Etat, ainsi que la bonne gouvernance économique et financière, restent à mes yeux, des acquis importants à préserver et un préalable à tout processus de développement.
Cette paix et cette stabilité, qui est l'œuvre commune de notre classe politique et sociale, reste notre plus grande richesse. C'est pourquoi, nous devons y veiller et les préserver, jalousement.
Cette paix et cette stabilité doivent ainsi constituer notre trésor commun, sur lequel nous devons baser notre consensus national. Aussi voudrais-je aujourd'hui

lancer un appel pressant aux leaders de notre pays, d'hier et d'aujourd'hui, qu'ils soient acteurs politiques, de la majorité ou de l'opposition, de la société civile, dignitaires religieux ou autorités traditionnelles, partis politiques, syndicats, associations de la société civile, à toujours privilégier la concertation, le dialogue et l'entente, en vue d'une vie publique apaisée, dont je suis un fervent partisan et pour laquelle, je reste ouvert, en toutes circonstances.
C'est le même état d'esprit qui m'anime, dans la façon d'aborder nos relations avec notre principale partenaire, la France.
Je dois vous avouer, que tout en demeurant vigilant sur cette question, je reste néanmoins optimiste.
C'est ainsi que je continuerai à agir, en conciliant notre intérêt vital, notre unité nationale, notre intégrité territoriale, à la nécessité de vivre ensemble en paix dans notre région, sans abandonner notre revendication légitime et tout en nous rapprochant davantage de nos frères et sœurs de Mayotte.
Mes Chers frères et Sœurs de la diaspora comorienne à l'étranger, Je voudrais vous féliciter pour votre engagement de toujours, dans des actions en faveur de notre pays et pour avoir continué en 2013, à apporter votre part dans son développement social, culturel et économique.
Mon Gouvernement travaille en vue de valoriser les compétences constituées à l'étranger, qui ont été jusque-là tenues à l'écart de nos efforts, pour la reconstruction du pays.
Comme vous avez pu le constater de vous-même, depuis que vous m'avez confié la magistrature suprême de notre pays, Je suis plus un homme d'action que

de discours.
Ainsi, comme en 2013, j'entends continuer en 2014, à apporter des solutions à vos besoins fondamentaux : la construction des routes, des centres de santé, des salles de classe, la sécurité alimentaire, l'implication de la Femme et des Jeunes dans le développement.
Dans l'élan pris en 2013, le Gouvernement entend améliorer de manière substantielle, en 2014, l'offre en électricité, par le lancement des groupes électrogènes installés dans les trois îles, et l'installation des centrales photovoltaïques dans les localités reculées des Comores.
Dans le domaine de la santé, la priorité en 2014, restera l'élimination du paludisme, la lutte contre les maladies non-transmissibles, l'ouverture de l'Hôpital traditionnel de Bambao, l'équipement des blocs opératoires construits en 2013 dans les différents centres de santé.
En 2014, le lancement de la production dans les usines de pêches de Voidjou sera effectif ainsi que le renforcement de la production de l'eau de fabrication comorienne, et la mise en place des projets agricoles.
Ainsi, Produire et consommer comorien resteront notre leitmotiv pour accélérer la croissance économique du pays.
Dans les domaines des transports, l'extension de la piste de l'aéroport International Moroni Prince Saïd Ibrahim et la réhabilitation des aéroports secondaires, doivent être réalisés, incha-Allah, en 2014..
Ainsi, c'est dans le contexte de la relance économique et d'une démocratie exercée dans la paix et la stabilité, que nous serons au rendez-vous des élections législatives en novembre 2014.
C'est ainsi que, comme en 2013, mes discours en 2014, seront Incha-Allah, essentiellement consacrés aux inaugurations des nombreux chantiers en cours et au lancement de nouveaux projets de développement sur l'ensemble de nos îles.
Bonne et heureuse année 2014 à toutes et à tous.

